

Sanctions ciblées contre Nkurunziza ?

Burundi C'est ce que voudrait la principale coalition d'opposition.

La principale coalition de l'opposition burundaise a appelé mardi à des sanctions internationales "ciblées" contre le président Pierre Nkurunziza et son entourage, accusés d'avoir plongé le Burundi dans un "climat de terreur" pour conquérir un 3^e mandat controversé.

Dans un communiqué, le Cnared dénonce un "climat de terreur" et un "environnement de pré-guerre" et réclame des sanctions à la communauté internationale pour pousser M. Nkurunziza à négocier son départ et éviter que le pays ne retombe dans la violence, dix ans après la fin de la guerre civile qui a fait 300 000 morts entre 1993-2005.

"Nous ne voulons pas de sanctions qui frappent l'ensemble de la population, nous appelons à des sanctions qui ciblent très directement Nkurunziza et la clique qui contrôle le pouvoir autour de lui", a déclaré mardi Jérémie Minani, chargé de la communication du Comité national pour le respect de l'accord d'Arusha et de l'Etat de droit (Cnared), joint par téléphone.

Y compris la force militaire

Parmi ces "sanctions ciblées" figurent gels d'avoirs et interdictions de voyager, a-t-il précisé. "Le président Pierre Nkurunziza a deux options: accepter de négocier son départ ou s'entêter [...] et dans ce cas-là, le Cnared utilisera tous les moyens légaux pour le chasser, y compris la force militaire", a-t-il ajouté.

Le Cnared, vaste coalition créée en août et regroupant l'opposition sur place et en exil, des figures de la société civile et des militaires mutins, assure n'avoir "rien à voir" avec les violences qui agitent le Burundi depuis la réélection du président Nkurunziza, le 21 juillet, lors d'une présidentielle jugée non crédible. "Si jamais nous sommes obligés de recourir aux armes, nous l'annoncerons publiquement", dit M. Minani.

L'annonce de la candidature de M. Nkurunziza à un 3^e mandat, jugé inconstitutionnel par l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp, a plongé depuis fin avril le Burundi dans une grave crise politique. Les autorités ont brutalement étouffé les manifestations quasi quotidiennes à Bujumbura et maté une tentative de coup d'Etat militaire. Mais les violences n'ont pas cessé, se muant en attaques armées contre la police et en assassinats ou tentatives d'assassinats ciblés de personnalités des deux camps. (AFP)